

COMPAGNIE CAMEROUNAISE DE
L'ALUMINIUM
« ALUCAM » S.A.

Boîte Postale 54
EDEA

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

VINKA AUDIT
Boîte Postale 5689
DOUALA

SEACA
Boîte Postale 70
DOUALA

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
<u>RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR LA SOCIETE</u>	1 - 4
<u>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</u>	5 - 13
<u>ETATS FINANCIERS</u>	14
• BILAN	15
• COMPTE DE RESULTAT	16
• TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	17
<u>NOTES AUX ETATS FINANCIERS</u>	18 - 54
<u>RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES</u>	55 - 58
<u>RAPPORT SPECIAL SUR L'ARTICLE 432</u>	59- 60
<u>RAPPORT SUR LE REGISTRE DES TITRES NOMINATIFS</u>	61 - 63

1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR LA SOCIETE

Page 2

Domiciliation bancaire:	
Banque	Numéro de compte
BECEC DOUALA	10001 06800 01659401000 84
BICEC EDEA	10001 06820 01659420001 11
SCB DOUALA	10002 00030 01837653150 74
SCB EDEA	10002 00051 01837653150 50
SGC CAMEROUN	10003 00100 22000305542 62
SGC VISA	10003 00100 21010255201 27
ECO BANK	10029 00007 01217070501 34
BANQUE ATLANTIQUE	10034 11009 95770170003 40
STANDARD CHAT. BANK	10004 00100 06011817100 95
CALYON USD PARIS	31489 00010 00216938657 47
CALYON EUR PARIS	31489 00010 00216938463 47
CITI BANK DOUALA	10007 00001 00015033002 93
CITI BANK EUR PARIS	11689 00700 00651935024 88
CITI BANK USD PARIS	11689 00700 00651935008 39

FICHE R2			
Désignation entité :ALUCAM..... Exercice clos le 31-12- 2024.....			
Numéro d'identification : M125400001024N..... Durée (en mois) :12.....			
FICHE D'IDENTIFICATION ET DE RENSEIGNEMENT DIVERS 2			
<div><div>ZK</div>Forme juridique (1):</div> <div><div>ZL</div>Régistre fiscal (1):</div> <div><div>ZM</div>Pays du siège social (1):</div> <div><div>ZN</div>Nombre d'établissement dans le pays:</div> <div><div>ZO</div>Nombre d'établissement dans le pays hors du pays pour lesquels une comptabilité distincte est tenue</div> <div><div>ZP</div></div>		<div><div>S</div><div>A</div></div> <div><div>0</div><div>1</div></div> <div><div>C</div><div>M</div><div>R</div></div> <div><div></div><div></div><div></div></div> <div><div></div><div></div></div> <div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>	<div>Contrôle de l'entité (cocher la case)</div> <div><div>ZQ</div>Entreprise sous contrôle public</div> <div><div>ZR</div>Entreprise sous contrôle national</div> <div><div>ZS</div>Entreprise sous contrôle privé étranger</div>
			<div><input type="checkbox"/></div> <div><input type="checkbox"/></div> <div><input type="checkbox"/></div>
ACTIVITE DE L'ENTREPRISE			
Désignation de l'activité (²)	nomenclature d'activ	Chiffre d'Affaire HT (CA HT)	% activité dans le CA HT ou la VA
PRODUCTION ALUMINIUM PAR ELECTROLYSE	<div><div>0</div><div>2</div><div>4</div><div>0</div><div>0</div><div>1</div></div>	94 429 548 570	100%
	<div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>		
	<div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>		
	<div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>		
	<div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>		
	<div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div>		
Divers		94 429 548 570	100%
	TOTAL		
<div>(¹) Note 34</div> <div>(²) lister de manière précise les entités dans l'ordre décroissant du CA HT, ou de la valeur ajoutée (VA)</div> <div>(³) Rayer la mention nulle (utiliser le préfixe VA),</div>			

FICHE R3

Désignation entité :ALUCAM..... Exercice clos le 31-12- 2024.....
Numéro d'identification : M125400001024N..... Durée (en mois) :12.....

FICHE D'IDENTIFICATION ET DE RENSEIGNEMENT DIVERS 3
DIRIGEANTS (1)

Nom	Prénoms	Qualité	N° d'identification fiscale	Adresse (BP, ville, passe)
MALONG	Alain	DG		BP 1090 Douala
MANGA	Thomas	DU		BP 54 EDEA

(1) Dirigeant = Président Directeur Général, Directeur Général, Administrateur Général, Gérant, Autres

MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nom	Prénoms	Qualité	Adresse (BP, ville, Pass)
NIAT NJIFENJI	Marcel	Administrateur	Yaoundé Senat
NKOT	Fabien	Administrateur	Yaoundé, MINESEC
ABOUEM A BOULL	Serge Julien	Administrateur	Yaoundé, MINFI
OMGBA OYONO	Lionel	Administrateur	Yaoundé, MINEE
OUMAR	Ali	Administrateur	Yaoundé, MINMIDT
ONDOA ONANA	Ambroise	Représentant	Yaoundé SNI
POUEDOGO		Administrateur	Yaoundé SPM
AFD		Administrateur	Yaounde, BP 46

2. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS DE SYNTHESE
Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Actionnaires de la
Société ALUCAM S.A.
Rue Alfred Saker
Boîte Postale 1090
Douala – Cameroun

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos au 31 décembre 2024, sur :

- l'audit des comptes annuels de la société ALUCAM S.A. tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les autres informations et les vérifications spécifiques prévues par la loi.

I- Audit des états financiers annuels

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la société ALUCAM S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2024, le compte de résultat, le tableau de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes aux états financiers.

A notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables édictées par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la

comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'information donnée dans les notes annexes aux états financiers :

- Note 6 relative à la reprise de provision pour stock à rotation lente, à la valorisation des produits finis et en-cours de production et à la valorisation des stocks en transit ;
- Note 11 relative aux confirmations des soldes bancaires ;
- Note 14 relative au risque de continuité d'exploitation ;
- Note 16 A relative aux accords tripartite entre l'état du Cameroun, ENEO et ALUCAM ;
- Note 17 relative aux avances fournisseurs à forte antériorité et aux confirmations des soldes des fournisseurs.

Responsabilités du Conseil d'Administration relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis et arrêtés par le Conseil d'Administration sur la base des éléments disponibles à cette date.

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables édictées par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la société.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport du commissaire aux comptes.

II- Autres informations et vérifications spécifiques prévues par la loi

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion et la note 35 des états financiers.

Notre opinion sur les états financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est, d'une part, de faire les vérifications spécifiques prévues par la loi, et ce faisant, à vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels, et à vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. D'autre part, notre responsabilité consiste également à lire les autres informations et, par conséquent, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ou sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

En application de la loi, nous vous signalons les faits suivants :

a. Capitaux propres négatifs

Du fait des pertes encourues les exercices antérieurs, les capitaux propres de votre société étaient devenus inférieurs à la moitié du capital social au 31 décembre 2019. Conformément aux dispositions des articles 664 et 665 de l'acte uniforme OHADA, le Conseil d'Administration devait convoquer, dans les quatre mois suivant l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette situation une Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider si la dissolution anticipée de la société devait avoir lieu.

L'assemblée générale extraordinaire convoquée au cours de l'exercice 2020 n'avait pas prononcé la dissolution de la société et les capitaux propres étaient devenus négatifs à la clôture au 31 décembre 2020 en raison de la perte enregistrée. Votre société devait ainsi reconstituer ses capitaux propres à concurrence d'un montant au moins égal à la moitié du capital social, au plus tard le 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2022, les capitaux propres de la société n'avaient toujours pas été reconstitués. Par ailleurs, suite à la comptabilisation d'un écart de réévaluation de FCFA 11 milliards au 31 décembre 2022 et la perte de l'exercice 2022 pour FCFA 8 milliards, les capitaux propres demeuraient inférieurs à la moitié du capital social.

Au 31 décembre 2023, les capitaux propres étaient encore négatifs de FCFA 28,3 milliards, compte tenu du résultat net déficitaire de l'exercice de FCFA 23,6 milliards.

Au 31 décembre 2024, les capitaux propres demeurent négatifs de FCFA 52,2 milliards, compte tenu du résultat net déficitaire de l'exercice de FCFA 23,8 milliards.

Le délai dont disposait ALUCAM pour régulariser la situation étant écoulé depuis la clôture de l'exercice 2021, nous attirons votre attention sur le fait que tout tiers intéressé pourrait demander la dissolution de la société.

b. Non-paiement des dividendes dans le délai prescrit

Selon l'article 146 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, « la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf (09) mois après la clôture de l'exercice. La prolongation de ce délai peut être accordée par la juridiction compétente ».

À la suite de la fusion, ALUCAM a hérité des dividendes non versés, remontant à 2014, pour un montant de FCFA 352 679 213. Nous n'avons pas obtenu de décision de justice autorisant le report du délai de paiement.

c. Non-respect des délais d'arrêté et d'approbation des comptes.

Conformément à l'article 23 de l'Acte uniforme OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière, les comptes annuels doivent être arrêtés dans un délai de quatre mois après la clôture de l'exercice (soit le 30 avril 2025).


Par ailleurs, selon l'article 72 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière et l'article 548 de l'acte uniforme OHADA portant droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, les états financiers annuels établis par les organes d'administration sont soumis à l'approbation des actionnaires dans le délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice sous réserve de la prorogation de ce délai par décision de justice.

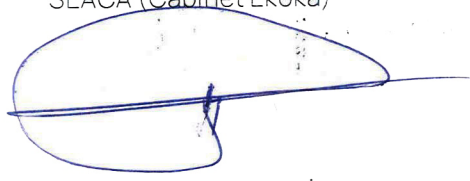
Les comptes de l'exercice 2024 n'ont pas été arrêtés et approuvés dans le respect des délais susvisés.

A l'exception des faits mentionnés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Douala, le 04 juillet 2025

Les Commissaires aux Comptes

VINKA AUDIT

Geoffroy Kamga
Associé
Expert-Comptable agréé CEMAC

SEACA (Cabinet Ekoka)

Benoît Ekoka
Associé
Expert-Comptable agréé CEMAC

ANNEXE 1 PORTANT RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS.

Dans le cadre de nos diligences, nous nous conformons successivement :

- aux exigences des Normes Internationales d'Audit (ISA) et ;
- aux obligations spécifiques édictées par l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

De manière plus détaillée :

- nous nous conformons aux règles d'éthique relatives à l'audit des états financiers annuels édictées par le Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit prévu par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes;
- nous faisons preuve d'esprit critique qui implique d'être attentifs aux éléments probants qui contredisent d'autres éléments probants recueillis, aux informations qui remettent en cause la fiabilité de documents et de réponses apportées aux demandes de renseignements à utiliser en tant qu'éléments probants, aux situations qui peuvent révéler une fraude possible, aux circonstances qui suggèrent le besoin de mettre en œuvre des procédures d'audit en supplément de celles requises par les Normes ISA ;
- nous faisons preuve de jugement professionnel lors de la conduite de l'audit en particulier pour les décisions portant sur le caractère significatif et le risque d'audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre pour satisfaire les diligences requises par les normes ISA et pour recueillir des éléments probants, le fait de déterminer si des éléments probants suffisants et appropriés ont été recueillis, et si des travaux supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs des normes ISA et, par voie de conséquence, les objectifs généraux de l'auditeur, l'évaluation des jugements de la direction portant sur le suivi du référentiel comptable applicable, le fondement des conclusions tirées des éléments probants recueillis, par exemple l'appréciation du caractère raisonnable des évaluations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers ;
- nous préparons tout au long de l'audit une documentation qui fournisse une trace suffisante et appropriée des travaux, fondements de notre rapport d'audit et des éléments démontrant que l'audit a été planifié et réalisé selon les Normes ISA et dans le respect des exigences législatives et réglementaires applicables ;
- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des données chiffrées significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers, mettons en œuvre des procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspectés de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne de la société afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Lorsque des faiblesses significatives sont identifiées, nous les communiquons à la direction, le cas échéant, au Conseil d'Administration ;
- nous évaluons l'incidence sur l'audit des anomalies relevées et l'incidence sur les états financiers des anomalies non corrigées, s'il en existe. Nous les communiquons au niveau approprié de la direction, à moins que ceci ne lui soit interdit par la loi ou la réglementation ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous identifions les relations et des transactions avec les parties liées, que le référentiel comptable applicable établisse ou non des règles en la matière, pour être en mesure de relever des facteurs de risque de fraudes, s'il en existe, découlant de relations et de transactions avec les parties liées, qui sont pertinents pour l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes, et conclure, sur la base des éléments probants recueillis, si les états financiers, pour autant qu'ils soient affectés par ces relations et ces transactions sont présentés sincèrement ou ne sont pas trompeurs. En outre, lorsque le référentiel comptable applicable contient des règles concernant les parties liées, nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés pour déterminer si les relations et les transactions avec les parties liées ont été correctement identifiées et comptabilisées dans les états financiers et si une information pertinente les concernant a été fournie dans ceux-ci ;
- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états financiers et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états financiers ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers conformément au référentiel comptable applicable ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à

l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport ;

- nous obtenons des déclarations écrites de la Direction Générale et, le cas échéant, du Conseil d'Administration, confirmant que celle-ci considère avoir satisfait à ses responsabilités relatives à l'établissement des états financiers ainsi qu'à l'exhaustivité des informations qui nous ont été fournies. En outre, nous confortons d'autres éléments probants relatifs aux états financiers ou à des assertions spécifiques contenues dans ceux-ci au moyen de ces déclarations écrites si nous estimons nécessaire ou si celles-ci sont requises par d'autres normes ISA ;
- nous nous assurons, tout au long de l'audit, que l'égalité entre les associés est respectée, notamment que toutes les actions d'une même catégorie bénéficient des mêmes droits ;
- nous devons signaler à la plus prochaine Assemblée Générale, les irrégularités et les inexactitudes relevées lors de l'audit. En outre, nous devons signaler au ministère public les faits délictueux dont nous avons eu connaissance au cours l'audit, sans que notre responsabilité puisse être engagée par cette révélation ;
- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.

ETATS FINANCIERS

BILAN au 31 DECEMBRE 2024

REF	ACTIF	Note	EXERCICE au 31/12/2024			EXERCICE au 31/12/2023	REF	PASSIF	Note	EXERCICE au 31/12/2024	EXERCICE au 31/12/2023
			BRUT	AMORT et DEPREC.	NET	NET				NET	NET
AD	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3	18 866 669 055	18 865 923 696	745 359	5 321 384	CA	Capital	13	21 266 200 422	21 266 200 422
AE	Frais de développement et de prospection						CB	Apporteurs capital non appelé (-)	13		
AF	Brevet, licences, logiciels et droits similaires		3 806 707 028	3 805 961 669	745 359	5 321 384	CD	Primes de Fusion	14	15 303 298 466	15 303 298 466
AG	Fond commercial et droit au bail				0	0	CE	Ecart de réévaluations	3e	15 592 372 182	15 592 372 182
AH	Autres immobilisations incorporelles		15 059 962 027	15 059 962 027	0	0	CF	Réserves indisponibles	14	3 854 201 177	3 854 201 177
AI	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3	332 777 572 178	266 444 924 572	67 524 553 773	70 640 844 978	CG	Réserves libres	14		
AJ	Terrains (1) (1) dont placement en net...../.....		18 478 014 680		18 478 014 680	18 478 014 680	CH	Report à nouveau (+ ou -)	14	-84 377 186 155	-60 704 638 175
AK	Bâtiments (1) dont placement net...../.....		38 101 807 188	36 048 116 608	2 053 690 580	2 300 657 917	CJ	Résultat net de l'exercice (entrées + ou perte -)		-23 795 484 509	-23 672 547 980
AL	Aménagements, agencements et installations		159 742 867 474	137 172 246 241	22 570 621 233	24 449 836 391	CL	Subventions d'investissement	15		
AM	Matériel, mobilier et actifs biologiques		108 485 312 552	86 184 933 641	22 300 378 911	23 293 730 204	CM	Provisions réglementées	15		
AN	Matériel de transport		7 969 570 285	7 039 628 082	929 942 203	816 605 114	CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		-52 156 598 417	-28 361 113 908
AP	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR IMMOBILISATION	3	1 191 906 167		1 191 906 167	1 302 000 672	DA	Emprunts et dettes financières diverses	16	72 415 429 276	73 490 455 467
AQ	IMMOBILISATION FINANCIERES	4	2 761 335 921	232 670 003	2 528 665 918	2 017 354 574	DB	Dettes de location acquisition	16		
AR	Titres de participation		492 906 117	32 670 000	460 236 117	460 236 117	DC	Provisions pour risques et charges	16	6 657 497 815	6 620 621 675
AS	Autres immobilisations financières		2 268 429 804	200 000 003	2 068 429 801	1 557 118 457	DD	TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES		79 072 927 091	80 111 077 142
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE		355 597 483 321	285 543 518 271	70 053 965 050	72 663 520 936	DF	TOTAL RESSOURCES STABLES		26 916 328 674	51 749 963 234
BA	Actif circulant HAO	5					DH	Dettes circulantes HAO	5	500 681 269	184 143 393
BB	Stocks et encours	6	40 477 170 686	3 815 930	40 473 354 756	44 950 609 610	DI	Clients, avances reçues	7	14 601 298 291	2 305 320 099
BC	Créances et emplois assimilés		14 575 688 065	1 036 951 759	13 538 736 306	18 284 983 561	DJ	Fournisseurs d'exploitation	17	58 547 469 534	38 725 761 284
BH	Fournisseurs avances versées	17	5 234 725 974		5 234 725 974	9 709 953 161	DK	Dettes fiscales et sociales	18	6 682 284 910	4 227 330 956
BI	Clients	7	5 152 688 257	250 000 000	4 902 688 257	5 176 213 122	DM	Autres dettes	19	818 595 035	457 137 089
BJ	Autres créances	8	4 188 273 834	786 951 759	3 401 322 075	3 398 817 278	DN	Provisions pour risques à court terme	19	830 250 136	
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT		55 052 858 751	1 040 767 689	54 012 091 062	63 235 593 171	DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT		81 980 579 175	45 899 692 821
BQ	Titres de placement	9									
BR	Valeurs à encaisser	10					DQ	Banques, crédits d'escompte	20	3 048 647 454	5 477 649 696
BS	Banques, chèques postaux, caisse et assimilés	11	5 797 725 228		5 797 725 228	3 189 522 232	DR	Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie	20	18 684 951 128	35 867 593 839
BT	TOTAL TRESORERIE - ACTIF		5 797 725 228	0	5 797 725 228	3 189 522 232	DT	TOTAL TRESORERIE - PASSIF		21 733 598 582	41 345 243 535
BU	Ecart de conversion - Actif	12	830 250 136		830 250 136	35 063 573	DY	Ecart de conversion - Passif	12	63 525 045	128 800 321
BZ	TOTAL GENERAL		417 278 317 436	286 584 285 960	130 694 031 476	139 123 699 912	DZ	TOTAL GENERAL		130 694 031 476	139 123 699 912

COMPTE DE RESULTAT au 31 DECEMBRE 2024

REF	LIBELLES		NOTE	EXERCICE AU 31/12/2024	EXERCICE AU 31/12/2023
				NET	NET
TA	Vente de marchandises	+	21		
RA	Achat de marchandises	-	22		
RB	Variation de stock de marchandises	-/+	6		
XA	MARGE COMMERCIALE (Somme TA à RB)				
TB	Vente de produits fabriqués B	+	21	94 143 882 539	104 950 810 533
TC	Travaux, services vendus C	+	21	10 850 000	14 435 000
TD	Produits accessoires D	+	21	274 816 031	347 516 150
XB	CHIFFRE D'AFFAIRES (A+B+C+D)			94 429 548 570	105 312 761 683
TE	Produits stockés (ou destockage)	-/+	6	-2 574 209 769	3 338 711 155
TF	Production immobilisée		21	2 778 283 255	5 463 794 191
TG	Subventions d'exploitation		21		
TH	Autres produits	+	21	1 076 106 470	7 803 288 967
TI	Transfert de charges d'exploitation	+	12	0	2 160 000
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	-	22	-52 169 017 469	-67 135 510 664
RD	Variation de stocks de matières premières et fournitures liées	-/+	6	-2 533 249 889	-2 573 558 295
RE	Autres achats	-	22	-29 584 572 934	-35 636 059 486
RF	Variation de stock d'autres approvisionnement	-/+	6	630 204 804	-174 191 876
RG	Transports	-	23	-1 811 719 637	-1 885 078 395
RH	Services extérieurs	-	24	-7 637 076 415	-8 292 877 015
RI	Impôts et taxes	-	25	-966 862 058	-435 779 945
RJ	Autres charges	-	26	-2 162 137 824	-6 019 437 562
XC	VALEUR AJOUTEE (XR + RA + RB) + (somme TE à RJ)			-524 702 896	-231 777 242
RK	Charges de personnel	-	27	-8 869 859 972	-8 756 014 160
XD	EXEDENT BRUT D'EXPLOITATION (XC+RK)		28	-9 394 562 868	-8 987 791 402
TJ	Reprises d'amortissements, provisions et dépréciations	+	28	3 482 587 307	3 652 121 114
RL	Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations	-	3C&28	-12 233 469 278	-13 118 352 453
XE	RESULTAT D'EXPLOITATIONS (XD + TJ + RL)			-18 145 444 839	-18 454 022 741
TK	Revenus financiers et assimilés		29	4 125 000	62 323 929
TL	Reprises de provisions et dépréciations financières	-	28		
TM	Transfert de charges financières	-	12		
RM	Frais financiers et charges assimilées	-	29	-3 809 957 286	-2 696 228 375
RN	Dotations aux provisions et aux dépréciations financières	-	3C&28		
XF	RESULTATS FINANCIERS (somme TK à RN)			-3 805 832 286	-2 633 904 446
XG	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES			-21 951 277 125	-21 087 927 187
TN	Produits et cessions d'immobilisations	+	3D	115 120 453	0
TO	Autres Produits HAO	+	30	173 633 000	196 069 000
RO	Valeurs comptables de cessions d'immobilisations	-	3D	-21 824 791	-427 593 572
RP	Autres charges HAO	-	30		
XH	RESULTATS ACTIVITES HORS ORDINAIRES (somme TN à RP)			266 928 662	-231 524 572
RQ	Participation des travailleurs	-	30		
RS	Impôt sur le résultat	-		-2 111 136 046	-2 353 096 221
XI	RESULTAT NET (XG+XH+RQ+RS)			-23 795 484 509	-23 672 547 980

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE au 31 DECEMBRE 2024

REF	LIBELLES	NOTE	EXERCICE AU 31/12/2024	EXERCICE AU 31/12/2023
ZA	Trésorerie nette au 1er janvier (Trésorerie actif N-1 - Trésorerie passif N-1)	A	-38 155 721 304	-14 256 685 122
	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
FA	Capacité d'Autofinancement Globale(CAFG)		-15 137 898 200	-13 778 723 069
FB	-Actif circulant HAO			
FC	-Variation des stocks		4 477 254 854	-590 960 983
FD	Variation des créances		4 844 835 873	38 555 696 478
FE	Variation du passif circulant		35 121 835 896	-54 386 150 590
	Variation du BF lié au activités opérationnelles (FB+FC+FD+FE):.....		44 443 926 624	-16 421 415 095
ZB	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (somme FA à FE)	B	29 306 028 424	-30 200 138 164
	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements			
FF	Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisation incorporelles		0	0
FG	Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisation corporelles		-5 614 963 392	8 705 278 009
FH	Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisation financières		-1 500 000 000	1 312 756 780
FI	+ Encaissement liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		115 120 453	0
FJ	+ Encaissement liés aux cessions d'immobilisations financières		988 688 656	4 556 317 500
ZC	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements (somme FF à FJ)	C	-6 011 154 283	-5 461 717 289
	Flux de trésorerie provenant du financement par les capitaux propres			
FK	Augmentation de capital par rapport au nouveau			
FL	Subventions d'investissement reçues			
FM	Prélèvement sur le capital			
FN	Dividendes versés			
ZD	Flux de trésorerie provenant des capitaux propres (somme FK à FN)	D		
	Trésorerie provenant du financement par les capitaux étrangers			
FO	Emprunts			
FP	Autres dettes financières		239 754 365	17 322 877 626
FQ	Remboursement des emprunts et autres dettes financières		-1 314 780 556	-5 560 058 355
ZE	Flux de trésorerie provenant des capitaux étrangers (somme FO à FQ)	E	-1 075 026 191	11 762 819 271
ZF	Flux de trésorerie provenant des activités de financement (D+F)	F	-1 075 026 191	11 762 819 271
ZG	VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE DE LA PERIODE (B+C+F)	G	22 219 847 950	-23 899 036 182
ZH	Trésorerie nette au 31 décembre (C+A) Contrôle trésorerie actif N+ Trésorerie passif N-	H	-15 935 873 354	-38 155 721 304

3. NOTES AUX ETATS FINANCIERS

Tableau des Notes présentées

NOTES/ COMMENTAIRE DE NOTES	INTITULE	STATISTIQUES DSF			
		Eco	Soc	Fisc	Cial
NOTE 1	DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES				
NOTE 2	INFORMATIONS OBLIGATOIRES	X			
NOTE 3 A	IMMOBILISATIONS BRUTES	X			
NOTE 3 B	BIENS PRIS EN LOCATION ACQUISITION				
NOTE 3 C	IMMOBILISATIONS: AMORTISSEMENTS	X			
NOTE 3 D	IMMOBILISATIONS: PLUS ET MOINS VALUE DE CESSION	X			
NOTE 3 E	INFORMATIONS SUR LES REEVALUATIONS EFFECTUEES PAR L'ENTITE	X			
NOTE 3F	TABEAU D'ETALEMENT DES CHARGES IMMOBILISEES				
NOTE 4	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	X			
NOTE 5	ACTIF CIRCULANT HAO	X			
NOTE 6	STOCKS ET ENCOURS	X			
NOTE 7	CLIENTS	X			
NOTE 8	AUTRES CREANCES	X			
NOTE 9	TITRES DE PLACEMENT				
NOTE 10	VALEURS A ENCAISSER				
NOTE 11	DISPONIBILITES	X			
NOTE 12	ECARTS DE CONVERSION	X			
NOTE 13	VALEUR NOMINALE DES ACTIONS OU PARTS	X			
NOTE 14	PRIMES ET RESERVES	X			
NOTE 15 A	SUBVENTIONS ET PROVISIONS REGLEMENTEES	X			
NOTE 15 B	AUTRES FONDS PROPRES				
NOTE 16 A	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES	X			
NOTE 16 B	ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES (METHODE ACTUARIELLE)				
NOTE 16 B bis	ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES				
NOTE 16 C	ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS				
NOTE 17	FOURNISSEURS D'EXPLOITATION	X			
NOTE 18	DETTES FISCALES ET SOCIALES		X		
NOTE 19	AUTRES DETTES ET PROVISIONS POUR RISQUES A COURT TERME	X			
NOTE 20	BANQUES, CREDIT D'ESCOMPTE ET DE TRESORERIE	X			
NOTE 21	CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS				X
NOTE 22	ACHATS				X
NOTE 23	TRANSPORTS	X			
NOTE 24	SERVICES EXTERIEURS	X			
NOTE 25	IMPOTS ET TAXES			X	
NOTE 26	AUTRES CHARGES	X			
NOTE 27A	CHARGES DE PERSONNEL		X		
NOTE 27 B	EFFECTIFS, MASSE SALARIALE ET PERSONNEL EXTERIEUR		X		
NOTE 28	PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN			X	
NOTE 29	CHARGES ET REVENUS FINANCIERS	X			
NOTE 30	AUTRES CHARGES ET PRODUITS HAO	X			
NOTE 31	REPARTITION DU RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DES CINQ DENIERS EXERCICES	X			
NOTE 32	PRODUCTION DE L'EXERCICE				
NOTE 33	ACHATS DESTINES A LA PRODUCTION				
NOTE 34	FICHE DE SYNTHESE DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS			X	

Légende:

Eco: Statistiques économiques - Soc: Statistiques sociales - Fisc: Statistiques fiscales - Cial: Statistiques commerciales.

NOTE 2 INFORMATIONS OBLIGATOIRES

A- DECLARATION DE CONFORMITE AU SYSCOHADA

Les états financiers sont établis en conformité avec le système comptable OHADA et l'Acte uniforme OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière entrés en vigueur le 1er janvier 2018.

B- REGIES ET METHODES COMPTABLES

B.1. Méthodes générales et spécifiques d'évaluation et méthodes de présentation

B.1.1. Charges immobilisées

Les charges immobilisées sont essentiellement constituées des charges à répartir relatives au projet d'extension de l'usine initié depuis l'exercice 2005. Les charges à répartir ont été amorties sur une durée de trois ans.

B.1.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées principalement des logiciels acquis et actuellement en service au sein de la société. Lors de leur entrée, ces immobilisations ont été évaluées à leur coût de revient. Elles sont amorties sur une durée de trois ans.

B.1.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leurs coûts historiques de revient ou d'apport ou réévalués. Le coût d'entrée des immobilisations exclut tout frais financier.

A l'exception des terrains, les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire basée sur une durée de vie estimée et dans les limites admises par le code général des impôts.

Les taux d'amortissement utilisés sont les suivants :

- Bâtiments industriels, administratifs et sociaux 2% à 5 %
- Installation et agencements 10 %
- Matériels et mobiliers 10% à 33 %
- Matériels de transport 20 à 25 %

La plus ou moins-value sur cession des actifs immobilisés est reflétée dans le compte de résultat.

B.1.4. Titres de participation

A leur date d'entrée, les titres de participation sont évalués à leur valeur d'acquisition. A toute autre date, les titres sont évalués à leur valeur d'utilité en référence principalement aux capitaux propres, aux perspectives de rentabilité et aux conjonctures économiques. Dans le cas où la valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'acquisition, il est constaté une provision pour dépréciation.

B.1.5. Stocks et en-cours

Matières et fournitures

Les coûts d'entrée des stocks de matières et fournitures sont constitués du prix d'achat, des charges accessoires rattachables à l'opération d'achat (transport, assurance, transit, douane, etc.). Lors de leurs sorties des magasins, les stocks de matières et fournitures sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Produits fabriqués

Lors de leur entrée en stocks, les produits fabriqués sont valorisés selon la méthode du coût standard complet. La prise en compte des écarts entre les coûts standards et les coûts réels est effectuée à la fin de l'exercice. Lors de leurs sorties les produits fabriqués sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

B.1.6. Provisions pour dépréciation des valeurs d'exploitation

Dépréciation des créances

Les provisions pour dépréciation des créances sont constituées sur la base des risques de non recouvrement évalués au cas par cas.

Dépréciation des stocks

La dépréciation des stocks de matières et fournitures, produits fabriqués et produits en cours, est constatée lorsque des facteurs de risque sont identifiés (dommages, péremption, obsolescence, valeurs de réalisation inférieures aux coûts de revient, etc.).

<p>B.1.7. Opérations en devises</p> <p>Les transactions en devises sont converties et comptabilisées en Franc CFA au taux du jour de la transaction. Les différences de change réalisées (gains ou pertes) sont constatées dans le compte de résultat.</p> <p>Les actifs et passifs en devises étrangères sont convertis en Franc CFA au taux de change à la date de clôture. Les pertes latentes de change sont constatées dans les comptes « Ecart de conversion - Actif » et font l'objet d'une provision pour risque. Quant aux gains latents, ils sont exclus de la formation du résultat et sont constatés dans les comptes « Ecart de conversion - Passif ».</p> <p>B.1.8. Reconnaissance de revenus</p> <p>Le chiffre d'affaires intègre toutes les ventes des produits et services aux tiers. Le transfert de propriété est acquis lors de la livraison pour les ventes locales et lors de l'embarquement pour les ventes à l'export. S'agissant des services, le transfert de propriété intervient à la fin de l'exécution des prestations convenues.</p> <p>B.1.9. Environnement</p> <p>La société est soumise, du fait de la nature de son activité à des risques liés à l'environnement qui entraînent des mesures de protection ou de remise en état de ses sites. L'évaluation du risque est faite au cas par cas au mieux de l'appréciation des risques et des coûts et sur la connaissance des informations disponibles.</p> <p>Les coûts annuels relatifs à la protection des sites sont enregistrés dans les charges courantes des exercices où les dépenses sont effectuées.</p> <p>B.1.10. Recours aux estimations comptables</p> <p>La préparation des états financiers annuels, conformément aux règles comptables généralement admises, amène la Direction à faire des estimations et des hypothèses qui affectent les montants des actifs, des passifs, des informations sur les éléments hors bilan d'actifs et passifs à la date d'arrêté des comptes ainsi que les produits et les charges de résultat de la période.</p> <p>Les éléments pouvant faire l'objet de telles estimations et hypothèses comprennent entre autres les provisions pour dépréciation, les provisions pour litiges et autres risques. Leur montant réel pourrait être différent des estimations.</p> <p>B.2. Indemnités de fin de carrière</p> <p>Les indemnités de fin de carrière sont calculées et provisionnées dans les comptes. Elles sont évaluées conformément à l'article 29 de la convention collective des industries de transformation à savoir, un demi mois du salaire mensuel moyen des douze derniers mois par année d'ancienneté, sans excéder quatorze mois de salaire brut. Les bénéficiaires des indemnités de fin de carrière sont tous les travailleurs ayant acquis le droit à une pension de vieillesse et comptant au moins cinq ans de service dans l'entreprise au moment de leur départ.</p>
C- DEROGATION AUX POSTULATS ET CONVENTIONS COMPTABLES
NEANT
D- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AU BILAN, AU COMPTE DE RESULTAT ET AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE
<p>La réévaluation libre des immobilisations a généré un écart de réévaluation de 11,182 milliards de XAF au 31/12/2022 reparti ainsi qu'il suit :</p> <ul style="list-style-type: none">- Ecart de réévaluation sur immobilisations non amortissables : 4,131 milliards de XAF- Ecart de réévaluation sur immobilisations amortissables : 7,051 milliards de XAF

NOTE 3A
IMMOBILISATIONS BRUTES

SITUATIONS ET MOUVEMENTS RUBRIQUES	MONTANT BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	ACQUISITIONS APPORTS CREATIONS	VIREMENTS DE POSTE A POSTE	SUITE A UNE REEVALUATION PRATIQUEE AU COURS DE L'EXERCICE	CESSIONS SCISSIONS HORS SERVICE	VIREMENTS DE POSTE A POSTE	MONTANT BRUT A LA CLOTURE
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18 866 669 055	0	0	0	0	0	18 866 669 055
Frais de développement et de prospection	0						0
Brevets, licences, logiciels et droits similaires	3 806 707 028						3 806 707 028
Fonds commercial et droit de bail	0						0
Autres immobilisations incorporelles	15 059 962 027						15 059 962 027
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	328 297 529 248	5 725 057 897	0	0	1 245 014 967	0	332 777 572 178
Terrains hors immeubles de placement	18 478 014 680						18 478 014 680
Terrains - immeubles de placement	0						0
Bâtiments hors immeubles de placement	38 101 807 188						38 101 807 188
Bâtiments - immeubles de placement	0						0
Aménagements, agencements et installations	156 714 343 692	5 389 088 729	-1 240 960 711		1 119 604 240		159 742 867 470
Matériel, mobilier et actif biologiques	107 322 397 725		1 288 325 557		125 410 727		108 485 312 555
Matériel de transport	7 680 965 963	335 969 168	-47 364 846				7 969 570 285
AVANCES ET ACOMPTES VERSEES SUR IMMOBILISATIONS	1 302 000 672	422 462 471	0	0	532 556 976		1 191 906 167
Immobilisations incorporelles	1 302 000 672	422 462 471	0	0	532 556 976		1 191 906 167
Immobilisation corporelles	0						0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 250 024 577	1 500 000 000	0	0	988 688 656	0	2 761 335 921
Titres de participation	492 906 117						492 906 117
Autres immobilisations financières	1 757 118 460	1 500 000 000			988 688 656		2 268 429 804
TOTAL GENERAL	350 716 223 552	7 647 520 368	0	0	2 766 260 599	0	355 597 483 321

Commentaires:

- Les immobilisations incorporelles se rapportent aux frais d'ingénierie sur l'analyse de l'augmentation de la capacité de la Série.
- La variation du poste "Aménagements et agencements" concerne essentiellement les opérations de Brasquage des cuves.
- La variation du poste "Matériels et mobiliers" concerne essentiellement l'acquisition des matériels nouveaux et le revamping de certains équipements, et des immob. encours.
- L'augmentation des immobilisations financières de 1 500 MFCFA portent sur le FCP Atlantique Performance (Harvest Asset), et la diminution de 989 MFCFA se rapporte au remboursement des cautions sur prêts UBC (136 MFCFA), et ECOBANK (853 MFCFA) .

NOTE 3C
IMMOBILISATION (AMORTISSEMENTS)

SITUATION ET MOUVEMENTS RUBRIQUES	A	B	C	D=A+B-C
	AMMORTISSEMENTS CUMULES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS : DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS : AMORTISSEMENTS RELATIFS AUX ELEMENTS SORTIS DE L'ACTIF	CUMUL DES AMORTISSEMENTS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Frais de développement et de prospection	0			0
Brevets, licences, logiciels et droits similaires	3 801 385 644	4 576 025		3 805 961 669
Fond commercial et droit de bail	0			0
Autres immobilisations incorporelles	15 059 962 027			15 059 962 027
SOUS TOTAL : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18 861 347 671	4 576 025	0	18 865 923 696
Terrains hors immeubles de placement	0			0
Terrains - immeubles de placement	0			0
Bâtiments hors immeubles de placement	35 801 149 271	246 967 337		36 048 116 608
Bâtiments - immeubles de placement	0			0
Aménagements, agencements et installations	132 264 507 301	6 130 929 116	1 223 190 176	137 172 246 241
Matériel, mobilier et actif biologiques	84 028 667 521	2 156 266 120		86 184 933 641
Matériel de transport	6 864 360 849	175 267 233		7 039 628 082
SOUS TOTAL : IMMOBILISATIONS CORPORELLES	258 958 684 942	8 709 429 806	1 223 190 176	266 444 924 572
TOTAL GENERAL	277 820 032 613	8 714 005 831	1 223 190 176	285 310 848 268

NOTE 3D
IMMOBILISATIONS : PLUS- VALUES ET MOINS VALUES DE CESSION

RUBRIQUES	MONTANT BRUT A	AMORTISSEMENTS PRATIQUES B	VALEUR COMPTABLE NETTE C=A - B	PRIX DE CESSIONS D	PLUS-VALUES OU MOINS-VALUES E= D-C
Frais de développement et de prospection					
Brevets, licences, logiciels et droits similaires					
Fonds commercial et droit au bail					
Autres immobilisations incorporelles					
SOUS TOTAL : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Terrains					
Bâtiments					
Aménagements, agencements	1 245 014 967	1 223 190 176	21 824 791	115 120 453	93 295 662
Matériel, mobilier et actifs biologiques			0		0
Matériel de transport			0		0
SOUS TOTAL : IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 245 014 967	1 223 190 176	21 824 791	115 120 453	93 295 662
Titres de participations					
Autres immobilisations financières					
SOUS TOTAL : IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
TOTAL GENERAL					

Commentaire :
Les moins values ont été enregistrées sont issues des cuves rebrasquées mais non complètement amorties au 31/12/2024.

NOTE 3E
INFORMATIONS SUR LES REEVALUATIONS EFFECTUEES PAR L'ENTITE

Nature et date des reevaluations : Réévaluation libre des immobilisations au 31 Decembre 2024		
Eléments réévalués par postes du bilan	Montats coûts historiques	Amortissements supplémentaires
Immobilisations non amortissables (Terrains)	8 540 774 282	
Immobilisations amortissables	7 051 597 900	
	15 592 372 182	

Commentaires :

Il s'agit de l'écart de réévaluation qui porte sur les immobilisations réévaluées au 31/12/2022.
Le montant incorporé de l'écart de réévaluation au capital au 31/12/2022 était de FCFA 11 182 762 182.

NOTE 4
IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Libelés	2024	2023	Variation en %	Créances à un an au plus	Créances à plus d'un an et à deux ans au plus	Créances à plus de deux ans
Titres de participation	492 906 117	492 906 117	0%			492 906 117
Prêts et créances						
Prêt au personnel						
Créances sur l'Etat						
Titres immobilisés						
Dépôts et cautionnements	2 268 429 804	1 757 118 460	-29%	511 311 344		1 757 118 460
Intérêts courus						
TOTAL BRUT	2 761 335 921	2 250 024 577	-23%	511 311 344	0	2 250 024 577
Dépréciations titres de participation	32 670 000	32 670 000				32 670 000
Dépréciations autres immobilisations	200 000 003	200 000 003				200 000 003
TOTAL NET DE DEPRECIATION	2 528 665 918	2 017 354 574	-25%	511 311 344	0	2 017 354 574

Liste des filiales et participations:

Dénomination sociale	Localisation (ville / Pays)		Valeur d'acquisition	% Detenu	Montant des capitaux propres filiale	Résultat dernier exercice filiale
ALUBASSA	DOUALA	Cameroun	281 836 114	70%	1 965 031	105 000
CMES	EDEA	Cameroun	164 900 000	75%	535 167	79 904
SCIS	EDEA	Cameroun	32 670 003	100%	0	0
HOST.SANAGA	EDEA	Cameroun	13 500 000	68%	48 314	0
			492 906 117			

Commentaire:
Le variation du poste depot et cautionnement concerne d'une part la mise en place du FCP (1 500 MFCFA) et le remboursement des cautions sur prêts UBC et ECOBANK pour 989 MFCFA d'autre part.

NOTE 5
ACTIF CIRCULANT HAO

Libellés	2024	2023	Variation en %
Créances sur cessions d'immobilisations			
Autres créances hors activités ordinaires			
TOTAL BRUT			
Dépréciation des créances HAO			
TOTAL NET DE DEPRECIATION			

Libellés	2024	2023	Variation en %
Fournisseurs d'investissements			
Fournisseurs d'investissements effets à payer			
Versements restant à effectuer sur titres de participation et titres immobilisés non libérés			
Autres dettes hors activités ordinaires	500 681 269	184 143 393	172%
TOTAL	500 681 269	233 883 389	114%

Commentaire

Les autres dettes se rapportent aux dettes fournisseurs (factures non parvenues sur immobilisations)
Il s'agit principalement des équipements de production

NOTE 6
STOCKS ET EN COURS

Libelés	2024	2023	Variation en %
Marchandises			
Matières premières et fournitures liées	18 898 752 576	17 521 777 644	8%
Autres approvisionnements			
Produits en cours			
Services en cours			
Produits finis	1 278 148 073	5 295 376 939	-76%
Produits intermédiaires	11 625 230 084	10 182 210 987	14%
Stocks en cours de route, en consignation ou en dépôt	8 675 039 953	11 955 059 970	
TOTAL BRUT STOCKS ET EN COURS	40 477 170 686	44 954 425 540	-4 477 254 854
Dépréciations stocks	3 815 930	3 815 930	

Commentaire:

- L'inventaire a été réalisé le 1er décembre 2024 et la valeur des stocks a été ajustée à fin décembre en fonction des mouvements du mois de décembre.

Voir NOTE 2 pour la méthode d'évaluation

- La provision pour dépréciation des stocks s'élève à FCFA 3 815 930 depuis la clôture au 31/12/2021

En effet, en 2021, nous avons procédé à la reprise d'une provision de FCFA de 3 333 372 996 relative à des articles à faible rotation (principalement des pièces de rechange). Certains de ces stocks n'avaient pas été utilisés depuis plus de 15 ans. Cette provision forfaitaire avait été constituée conformément aux règles de RIO Tinto. Par conséquent, ces règles n'étaient plus applicables.

La baisse des stocks se justifie par le destockage des produits finis en fin d'exercice. A fin 2024 notre offre était insuffisante du fait des dysfonctionnements des machines en grande partie avec le problème des moteurs cage duo.

La structure de détermination des coûts des produits finis et en-cours de production est configurée dans le système SAP depuis plusieurs années. Cependant, elle n'a pas fait l'objet de revue au cours de l'exercice 2024.

La valeur des stocks en transit intègre l'ensemble des coûts d'approche supputés (droits de douane, frais de transport local, frais d'assurance, etc.), indépendamment de leur stage d'acheminement.

NOTE 7
CLIENTS

Libelés	2024	2023	Variation en %	Créances à un an au plus	Créances à plus d'un an et à deux ans au plus	Créances à plus de deux ans
Clients (hors réserves de propriété Groupe)	108 338 980	386 844 790			108 338 980	
Clients effets à recevoir (hors réserves de propriété Groupe)	5 044 349 277	5 074 431 905	-1%	5 044 349 277		
Clients et effets à recevoir avec réserves de propriété						
Clients et effets à recevoir Groupe				0		
Créances sur cession d'immobilisations						
Clients effets escomptés et non échus						
Créances litigieuses ou douteuses						
Clients produits à recevoir						
TOTAL BRUT CLIENTS	5 152 688 257	5 461 276 695	-6%	5 044 349 277	108 338 980	0
Dépréciations des comptes clients	250 000 000	285 063 573	-12%			250 000 000
TOTAL NET DE DEPRECIATION	4 902 688 257	5 176 213 122	-6%	5 044 349 277	108 338 980	-250 000 000
Clients, avances reçues hors groupe	14 601 298 291	2 305 320 099	533%	9 850 000 000	2 000 000 000	2 751 298 291
Clients, avances reçues groupe						
Autres clients créditeurs						
TOTAL CLIENTS CREDITEURS	14 601 298 291	2 305 320 099	84%	9 850 000 000	2 000 000 000	2 751 298 291

Commentaire :

Les comptes "clients avances" reçues connaissent une forte variation , à cause à l'avance versée par PROALU à hauteur de 9 850 MFCFA.

NOTE 8
AUTRES CREANCES

Libellés	2024	2023	Variation en %	Créances à un an au plus	Créances à plus d'un an et à deux ans au plus	Créances à plus de deux ans
Personnel	245 361 410	209 437 807	17%	245 361 410		
Organismes sociaux	39 192	144 192	-73%	39 192		
Etat et Collectivités publiques	2 645 675 212	2 502 901 885	6%	2 645 675 212		
Organismes internationaux						
Apporteurs, associés et groupe	688 964 147	688 964 147	0%			688 964 147
Compte transitoire ajustement spécial lié à la révision du SYSCOHADA						
Autres débiteurs divers	608 233 873	784 321 006	-22%			608 233 873
Comptes permanents non bloqués des établissements et des succursales						
Comptes de liaison charges et produits						
Comptes de liaison des sociétés en participation						
TOTAL BRUT AUTRES CREANCES	4 188 273 834	4 185 769 037	0%	2 891 075 814	0	1 297 198 020
Dépréciations des autres créances	786 951 759	786 951 759	0%			786 951 759
TOTAL NET DE DEPRECIATION	3 401 322 075	3 398 817 278	0%	2 891 075 814	0	510 246 261

Commentaire :

- Le compte personnel se rapporte aux avances faites aux personnels
- Le solde du compte "Etat et collectivités" concerne le trop perçu résultant du paiement des cautions afférentes à la
à la réclamation contentieuse sur AMR N°1274/DGE/CGS (984 MFCFA), de l'acompte IS versé au cours de l'exercice 2024
(878 MFCFA) et de la TVA déductible (787 MFCFA)

**NOTE 11
DISPONIBILITES**

Libellés	2024	2023	Variation en %
Banques locales	5 797 725 228	3 189 522 232	82%
Banques autres états région			
Banques, dépôt à terme			
Autres Banques			
Banques intérêts courus			
Chèques postaux			
Autres établissement financiers			
Etablissement financiers intérêts courus			
Instrument de trésorerie			
Caisse			
Caisse électronique mobile			
Régies d'avances et virements accreditifs			
TOTAL BRUT DISPONIBILITES	5 797 725 228	3 189 522 232	82%
Dépréciations			
TOTAL NET DE DEPRECIATION	5 797 725 228	3 189 522 232	82%

Commentaires :

-Les rapprochements bancaires sont effectués mensuellement et revus par le responsable hiérarchique. Les derniers rapprochements ont été effectués au 31 décembre 2024.

Certaines réponses aux circularisations envoyées aux banques sont toujours attendues, notamment :

Banque	Solde Total Débit
CBC Douala	8 675 539
CITIBANK Paris	155 877 791
Total Débiteurs non confirmés	164 553 330

Par ailleurs, la BICEC a confirmé un compte courant 06800 01659401026/06 avec un solde FCFA 600 936 qui ne se retrouve pas dans les comptes de ALUCAM. Il s'agit d'un compte dédié à FOCOMEA (la mutuelle santé des employés d'Alucam Douala). Des démarches sont en cours pour un changement de dénomination dudit compte.

- Les soldes des comptes positifs des banques comprennent :

Banques	2024	2023
CBC DOUALA	8 675 539	8 840 107
ATLANTIC BANK	0	43 833 868
Afriland Bank	1 104 953 446	0
UBA DOUALA	1 202 185 796	206 327 360
UBC DOUALA	2 460 842 794	
BANQUE ATLANTIQUE	531 227 261	
BICEC DOUALA	2 220 002	
SCB Douala		0
SCB CAMEROUN EDEA	6 014 110	12 918 482
CITY BANK DOUALA	3 776 210	6 815 958
CITIBANK PARIS EUR	23 265 071	48 966 741
CITIBANK PARIS USD	132 612 720	703 914 665
ECOBANK DOUALA	299 299 951	2 113 001 342
STANDARD CHARTERED BANK	22 652 328	44 903 709
Totaux	5 797 725 228	3 189 522 232

NOTE 12					
ECARTS DE CONVERSION					
Libellés	Devises	Montant en devises	Cours UML Année acquisition	Cours UML 31-déc	Variation en valeur absolue
Ecart de conversion actif : détailler les créances et dettes concernées	USD	-9 425 872,36	629,684	716,436	817 712 156
	CHF	-302,00	697,127	1338,305	193 636
	CAD	-50 659,96	501,708	705,012	10 299 344
	GBP	-95 917,67	791,251	812,571	2 045 000
Ecart de conversion passif : détailler les créances et dettes concernées	USD	4 053 306,67	614,0115996	629,684	-63 525 045

Commentaires :

Il s'agit des écarts de conversion constatés sur les comptes clients et fournisseurs en devises au 31/12/2024.

Ces écarts sont déterminés en fonction du cours des devises au 31 décembre.

TRANSFERTS DE CHARGES			
Libellés	2024	2023	Variation en %
Transfert de charges d'exploitation :	0	2 160 000	
Détailler la nature des charges transférées			
Transferts de charges financières : détailler la nature des charges transférées			

NOTE 13					
CAPITAL : VALEUR NOMINALE DES ACTIONS OU PARTS					
Noms et prénoms	Nationalité	Nature des actions ou parts (ordinaires ou préférences)	Nombre	Montant total	Cessions ou remboursements en cours d'exercice
Etat du Cameroun	Camerounaise	Ordianaires	670 858	16 944 551 489	
SNI	Camerounaise	Ordianaires	120 593	3 045 941 612	
AFD	Française	Ordianaires	42 530	1 074 224 016	
FRGA	Camerounaise	Ordianaires	4 126	104 214 632	
TELFIN	Française	Ordianaires	3 851	97 268 674	
Apporteurs, capital non appelé			841 958	21 266 200 422	
TOTAL					

Commentaires :

L'évolution des parts suite à la fusion se présente ainsi :

Intitules	Après Fusion	Avant fusion
Etat du Cameroun	670 858	656 071
SNI	120 593	52 657
AFD	42 530	42 530
FRGA	4 126	4 126
TELFIN	3 851	3 851
Totaux	841 958	759 235

NOTE 14
PRIMES ET RESERVES

Libellés	2024	2023	Variation en valeur absolue
Prime d'apport			
Prime d'émission			
Prime de fusion	15 303 298 466	15 303 298 466	
Prime de conversion			
Autres primes			
TOTAL PRIMES	15 303 298 466	15 303 298 466	
Réserves légales	3 477 600 000	3 477 600 000	0
Réserves statutaires			0
Réserves de plus-values nettes à long terme			
Réserves d'attribution gratuite d'actions au personnel salarié et aux dirigeants			
Autres réserves rglementées	376 601 177	376 601 177	0
TOTAL RESERVES INDISPONIBLES	3 854 201 177	3 854 201 177	0
Réserves libres			0
Report à nouveau	-84 377 186 155	-60 704 638 175	-23 672 547 980

Commentaire

La variation du report à nouveau se rapporte au résultat déficitaire de l'exercice 2023, affecté au report à nouveau suite à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte tenue le 02 août 2024.

Le déficit des capitaux propres s'est accru depuis plusieurs exercices. Les difficultés financières que traverse la société sont susceptibles de jeter un doute important sur sa capacité à poursuivre son exploitation. Des procédures demeurent en cours pour la recherche d'un nouvel investisseur pouvant injecter des capitaux et partant un souffle nouveau dans la société.

NOTE 15 A
TOTAL SUBVENTIONS ET PROVISIONS RELEMENTEES

Libellés		2024	2023	Variation en valeur absolue	Variation en %	Régistre fiscal	Échéances
Etat							
Régions							
Départements							
Communes et collectivités publiques décentralisées							
Entités publiques ou mixtes							
Entités et organismes privés							
Organismes internationaux							
Autres							
TOTAL SUBVENTIONS							
Amortissements dérogatoires							
Plus-value de cession à réinvestir							
Provisions spéciales de réévaluation	3E	15 592 372 182	15 592 372 182	0			
Provisions réglementées relatives aux immobilisations							
Provisions réglementées relatives aux stocks							
Provisions pour investissement							
Autres provisions et fonds réglementés							
TOTAL PROVISIONS RELEMENTEES		15 592 372 182	15 592 372 182	0			
TOTAL SUBVENTIONS ET PROVISIONS RELEMENTEES							

Commentaires :

Il s'agit de l'écart de réévaluation issu de la réévaluation des immobilisations.

NOTE 16A
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES

Libellés	2024	2023	Variation en %	Variation en valeur absolue	Dettes à un an au plus	Dettes à plus d'un an et à deux ans au plus	Dettes à plus de deux ans
Emprunts obligatoires							
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	1 314 780 556	-100%	-1 314 780 556			
Avances reçues de l'Etat	71 620 920 546	71 620 920 546		0	17 083 123 261	14 000 000 000	40 537 797 285
Avances reçues et comptes courants bloqués				0			
Dépôts et cautionnement reçus				0			
Intérêts courus	794 508 730	554 754 365		239 754 365	239 754 365	554 754 365	
Avances associées de conditions particulières				0			
Autres emprunts et dettes				0			
Dettes liées à des participations				0			
Comptes permanents bloqués des établissements et surc							
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	72 415 429 276	73 490 455 467	-100%	-1 075 026 191	17 322 877 626	14 554 754 365	40 537 797 285
Crédit bail immobilier							
Crédit bail mobilier							
Location vente							
Intérêts courus							
Autres dettes de location acquisition							
TOTAL DETTES DE LOCATION ACQUISITION							
Provisions pour litiges							
Provisions pour garantie donnée aux clients							
Provisions pour pertes sur marchés à achèvement futur							
Provisions pour perts de change							
Provisions pour impôts							
Provisions pour pensions et obligations assimilées							
Actif du régime du retraite	3 278 046 557	3 386 467 705	-3%	-108 421 148			
Provisions pour restructuration							
Provisions pour amendes et pénalités	68 825 000	96 119 602	-28%	-27 294 602			
Provisions de propre assureur							
Provisions pour démantèlement et remise en état	3 310 626 258	3 138 034 368	5%	172 591 890			
Provisions de droits à déduction							
Autres provisions							
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	6 657 497 815	6 620 621 675	1%	36 876 140			

Commentaire

- Les actifs de retraite concerne la provision pour fin de carrière constituée en vertu de la convention collective des industries de transformation
- La variation des emprunts concernent le remboursement des crédits se rapportant aux institutions bancaires locales
- La variation des intérêts courus concernent les intérêts liés aux avances en compte courant reçues de l'Etat
- Les avances en compte courant reçues de l'Etat et qui s'élèvent au total à FCFA 71 milliards au 31/12/2024, ont été maintenues dans la rubrique des "Emprunts et Dettes financières" (haut du bilan) au regard de leur durée et de leur montant significatif, bien que les conventions (tripartites) mentionnent qu'il s'agit d'avances en compte courant.

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

	31/12/2023	Augmentation	Remboursement	31/12/2024
SGC	0		0	0
UBC	1 314 780 556		1 314 780 556	0
BAC	0			0
ECO	0			0
TOTAL	1 314 780 556	0	1 314 780 556	0

NOTE 17
FOURNISSEURS D'EXPLOITATION

Libellés	2024	2 023	Variation en %	Dettes à un an ou plus	Dettes à plus d'un an et à deux ans ou plus	Dettes à plus de deux ans
Fournisseurs dettes en compte (hors groupe)	36 815 260 804	14 639 837 916	151,47%	36 815 260 804		
Fournisseurs effets à payer (hors groupe)	2 974 042 775	1 349 913 923	120%	2 974 042 775		
Fournisseur, dettes et effets à payer groupe	1 491 049 657	2 612 827 088	-43%	1 491 049 657		
Fournisseurs factures non parvenues (hors groupe)	17 267 116 298	20 123 182 357	-14%	17 267 116 298		
Fournisseurs factures non parvenues (groupe)						
TOTAL FOURNISSEURS	58 547 469 534	38 723 761 284	51%	58 547 469 534	0	0
Fournisseurs, avances et acomptes (hors groupe)	4 012 745 452	4 631 802 611	-13%			
Fournisseurs, avances et acomptes groupe						
Autres fournisseurs débiteurs	1 221 980 522	5 206 950 872	-77%	1 221 980 522		
TOTAL FOURNISSEURS DEBITEURS	5 234 725 974	9 838 753 483	-47%	1 221 980 522	0	0
Risques prov. sur opé d'expl. (Avec fournisseurs)						

Commentaire

- Le montant des avances fournisseurs résulte des avances faites aux fournisseurs étrangers et la variation à la baisse se justifie par l'apurement de l'avance de 4 milliards faite à CONCORD en compte au 31/12/2023. Les avances fournisseurs à plus de 12 mois d'antériorité s'élèvent à 2 966 millions. Elle font l'objet d'une analyse approfondie pour apurement.
- La variation à la hausse du poste "fournisseurs dettes en compte" s'explique essentiellement par l'encours du compte fournisseur ENEO qui se situe au 31/12/2024 à 20 milliards de FCFA. Il a été relevé un écart global de FCFA 807 millions entre les soldes confirmés par les fournisseurs et les dettes en comptes au 31 décembre 2024. En date du 27 mai 2025, le rapprochement effectué avec l'un des fournisseurs a permis de résoudre une partie de cet écart, soit FCFA 551 millions.

NOTE 18
DETTES FISCALES ET SOCIALES

libellés	2024	2023	Variation en valeur absolue	Variation en %	Dettes à un an ou plus	Dettes à plus d'un an et à deux ans ou plus	Dettes à plus de deux ans
Personnel avances et acomptes	22 419 333	27 674 611	-5 255 278	-19%	22 419 333		
Personnel rémunérations dues	0	0	0				
Autres personnel	1 147 497 287	855 533 650	291 963 637	34%	1 147 497 287		
Caisse de sécurisé sociale	86 451 456	118 666 075	-32 214 619	-27%	86 451 456		
Caisse de retraite	34 107 451	43 316 908	-9 209 457	-21%	34 107 451		
Autres organismes sociaux	10 588 086	11 513 189	-925 103	-8%	10 588 086		
TOTAL DETTES SOCIALES	1 301 063 613	1 056 704 433	244 359 180	23%	1 301 063 613	0	0
Etat, impôts sur les bénéfices	0	0					
Etat, impôt et taxes	1 035 722 096	1 035 722 096	0				1 035 722 096
Etat, TVA	1 444 341 391	0	1 444 341 391		1 444 341 391		
Etat, impôts retenus à la source	2 901 157 810	1 038 407 333	1 862 750 477	179%	2 901 157 810		
Autres dettes Etat		1 096 497 094	-1 096 497 094	-100%		0	
TOTAL DETTES FISCALES	5 381 221 297	3 170 626 523	2 210 594 774	70%	4 345 499 201	0	1 035 722 096
TOTAL DETTES SOCIALES ET FISCALES	6 682 284 910	4 227 330 956	2 454 953 954	58%	4 202 221 423	0	1 035 722 096

Commentaire :

Le poste "Autres personnel" est composé des provisions sur rémunérations, et la variation en hausse est due à la provision sur charges de restructuration

Le poste "Etat TVA" est constitué de la TVA de nov. et déc. 2024 non encoré payée (718 MFCFA) et de la TVA facturée en compte pour 727 MFCFA

Les "Autres dettes de l'Etat" ont connu une variation significative à cause des impôts sur salaires de novembre et décembre 2024 non payées

Le poste "Etat, impôts retenus à la source" se rapporte aux retenues à la source opérées auprès des fournisseurs pour lesquelles les factures n'ont pas encore fait l'objet de liquidation

NOTE 19
AUTRES DETTES ET PROVISIONS POUR RISQUES A COURT TERME

Libellés	2024	2023	Variation en valeur absolue	Variation en %	Dettes à un an au plus	Dettes à plus d'un an et à deux ans au plus	Dettes à plus de deux ans
Organismes internationaux							
Apporteurs, opérations sur le capital							
Associés, compte courant	0	0	0	100%	0		
Associés dividendes à payer	352 679 213	352 679 213	0	0%			352 679 213
Groupe, comptes courants		0	#DIV/0!			0	
Autres dettes associées		104 457 876					
TOTAL DETTES ASSOCIES	352 679 213	457 137 089	-104 457 876	-30%		0	352 679 213
Crédits divers							
Obligataires							
Rémunérations d'administrateurs							
Compte du factor							
Versements restants à effectuer sur titres de placement non libérés							
Compte transitoire ajustement spécial lié à la révision du SYSCOHADA							
Autres créiteurs divers	465 915 822	180 739 607	285 176 215	61%	146 577 225	208 006 290	111 332 307
TOTAL CREDITEURS DIVERS	465 915 822	180 739 607	285 176 215	158%	146 577 225	208 006 290	111 332 307
Comptes permanents non bloqués des établissements et des succursales							
Comptes de liaison charges et produits							
Comptes de liaison des sociétés en participation							
TOTAL COMPTES DE LIAISON							
TOTAL AUTRES DETTES	818 595 035	637 876 696	180 718 339	28%	146 577 225	208 006 290	464 011 520
Provisions pour risques à court terme (voir note 28)	830 250 136	163 863 895	701 449 814	545%	830 250 136		
TOTAL AUTRES DETTES	830 250 136	163 863 895	701 449 814		830 250 136	0	0
Provisions pour risques à court terme (voir note 28)							

Commentaire

- Le compte "Associés Dividendes à payer" correspond aux dividendes en faveur de l'Etat non encore distribués chez Socatral, et ayant fait l'objet de reprise d'écriture lors de la fusion
- Le solde du compte "Autres dettes associées" correspond aux débours refacturés aux ex-filiales (Sotralga, Collalu, Alucongo)
- Le poste "Autres créiteurs divers" correspond principalement à la redevance des prélèvements des eaux

NOTE 20

BANQUES, CREDIT D'ESCOMPTE ET DE TRESORERIE

Libellés	2024	2023	Variation en %
Escomptes de crédit de campagne			
Escomptes de crédits ordinaires			
TOTAL : BANQUES, CREDITS D'ESCOMPTE ET DE TRESORERIE			
Banques locales	3 048 647 454	5 477 649 696	-80%
Banques autres états régions			
Autres Banques			
Banques intérêts courus			
Crédit de trésorerie	18 684 951 128	35 867 593 839	-92%
TOTAL: BANQUES, CREDITS DE TRESORERIE			
TOAL GENERAL	21 733 598 582	41 345 243 535	-90%

Commentaire

- Le solde des banques locales correspond aux ligne de découvert accordées par les banques
- Les crédits de trésorerie correspondent aux crédits SOPT accordés par les institutions financières

	2024	2023
Financement MOURABAHA	5 011 224 893	7 261 342 524
Spot SGBC	3 000 000 000	3 000 000 000
Spot UBA	2 000 000 000	2 000 000 000
Spot Ecobank	3 500 000 000	7 183 333 333
Spot AFB	1 981 900 374	4 422 917 982
Spot UBC		10 000 000 000
BANQUE ATLANTIQUE	3 191 825 861	2 000 000 000
UBC	-	1 987 164 646
BICEC DOUALA	12 810 967	409 894 949
Bicec Edea	41 901 603	29 881 043
SCB CAMEROUN DOUALA	1 254 175 400	1 056 720 083
Afriland Bank		184 435 593
SGBC DOUALA	1 739 759 484	1 809 553 382
TRESORERIE - PASSIF	21 733 598 582	41 345 243 535

NOTE 21
CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS

Libellés	2024	2023	Variation en %
Ventes dans la région			
Ventes hors région			
Ventes groupe			
Ventes sur internet			
TOTAL : VENTES MARCHANDISES			
Ventes dans la région	49 578 710 284	48 865 309 807	1%
Ventes hors région	43 107 143 362	53 744 774 302	-20%
Ventes groupe	1 458 028 893	2 340 726 424	-38%
Ventes sur internet			
TOTAL : VENTES DE PRODUITS FABRIQUES	94 143 882 539	104 950 810 533	-10%
Ventes dans la région	1 100 000	14 435 000	-92%
Ventes hors région			
Ventes groupe	9 750 000		
Ventes sur internet			
TOTAL : VENTES DE TRAVAUX ET SERVICES VENDUS	10 850 000	14 435 000	-25%
Produits accessoires	274 816 031	347 516 150	-21%
TOTAL CHIFFRES D'AFFAIRES	94 429 548 570	105 312 761 683	-10%
Production immobilisée	2 778 283 255	5 463 794 191	-49%
Subventions d'exploitation			
Autres produits	1 076 106 470	7 803 288 967	-86%
TOTAL : AUTRES PRODUITS	3 854 389 725	13 267 083 158	-71%
TOTAL	98 283 938 295	118 579 844 841	-17%

Commentaire

Le poste "Autres produits" connaît une forte variation à cause de la prise en compte de l'apurement des FNP au 31/12/2023.

La baisse du chiffre d'affaires est due à l'indisponibilité de l'outil de production.

NOTE 22
ACHATS

Libellés	2024	2023	Variation en %
Achats dans la régions			
Achats hors régions			
Achats groupe			
TOTAL : ACHATS DE MARCHANDISES			
Achat dans la région			100%
Achat hors région	52 169 017 469	67 135 510 664	-22%
Achat groupe			
TOTAL : ACHATS MATIERES PREMIERES ET FOURNITURES LIEES	52 169 017 469	67 135 510 664	-22%
Matières consommables	8 065 486 881	9 286 052 722	-13%
Matières combustibles		65 707 585	-100%
Produits d'entretien			
Fournitures d'atelier, d'usine et de magasin	2 973 328 836	4 059 333 913	-27%
Eau	2 348 171	2 778 342	-15%
Electricité	14 878 776 967	16 667 587 129	-11%
Autres énergies	48 180 276		
Fourniture d'entretien	2 054 830 527		
Fournitures de bureau	31 808 228	27 283 789	17%
Petit matériel et outillages	1 242 209	2 644 672 909	-100%
Achats études, prestations de services, de travaux matériels et équipements			
Achats d'emballages	134 348 648	187 773 565	-28%
Frais sur achats	1 394 222 191	2 694 869 532	-48%
Remises rabais, remises et ristournes			
TOTAL : AUTRES ACHATS	29 584 572 934	35 636 059 486	-17%

Commentaire

-La baisse des achats de MP et consommables est la consequence du niveau de stock en fin d'exercice
- La baisse de l'énergie de production est liée à la baisse de la production du métal chaud (Electrolyse) et des produits finis (Fonderie)

NOTE 23
TRANSPORTS

Libellés	2024	2023	Variation en %
Transports sur ventes	1 770 693 135	1 859 395 171	-5%
Transports pour le compte de tiers			
Transport du personnel		16 827 987	-100%
Transports de plis	9 694 400	8 855 237	100%
Autres transports	31 332 102		100%
TOTAL	1 811 719 637	1 885 078 395	-4%

Commentaires
Le poste "Transport sur ventes" se rapportent au fret.

NOTE 24
SERVICES EXTERIEURS

Libellés	2024	2023	Variation en %
Sous-traitance générale	2 839 466 278	2 969 886 446	-4%
Locations et charges locatives	156 298 813	201 781 640	-23%
Entretien, réparations et maintenance	1 983 623 539	1 401 126 511	42%
Primes d'assurance	1 296 390 578	1 071 217 070	21%
Etudes, recherches et documentation	197 050	264 500	-26%
Publicité, publications, relations publiques	143 908 574	122 342 325	18%
Frais de télécommunications	206 365 155	211 945 546	-3%
Frais bancaires	544 170 179	1 683 345 884	-68%
Rémunérations d'intermédiaires et de conseils	91 771 306	167 501 459	-45%
Frais de formation du personnel	10 655 677	25 947 935	-59%
Redevances pour brevets, licences, logiciels, concession et droits similaires	161 880 942	246 731 021	-34%
Cotisations	5 000 000	3 400 000	47%
Autres charges externes	197 348 324	187 386 678	5%
TOTAL	7 637 076 415	8 292 877 015	-8%

Commentaire :

- Les postes "Sous traitance générale" et "Entretien & réparation" constituent les coûts de maintenance des équipements et l'outil de production.
- La variation du poste "Primes d'assurances" se justifie par la prise en compte du complément de facturation de la police "Toutes facultés" au titre de l'exercice 2023.
- la variation à la baisse du poste "frais bancaires" se justifie par les cautions se rapportant aux lignes de financement pour les achats de matières premières en faveur de Glencor en 2023 et non existantes en 2024.
- Le poste du "Redevance pour brevet, licences, ..." connaît une baisse à cause du non renouvellement des licences prestation de service (licence + support)

NOTE 25
IMPOTS ET TAXES

Libellés	2024	2023	Variation en %
Impôts et taxes directs	829 956 195	412 202 473	101%
Impôts et taxes indirects			
Droits d'enregistrement	4 556 799		
Pénalités et amendes fiscales	132 349 064	1 202 000	10911%
Autres impôts et taxes	0	22 375 472	-100%
Total	966 862 058	435 779 945	122%

Commentaire :

- Le poste "Impôts et taxes directs" connaît une hausse, principalement due aux impôts et taxes comptabilisés dans le cadre de la VGC 2021 et 2022.
- Le solde du poste "Impôts et taxes est essentiellement composé de la patente et des taxes sur salaires à payer au 31/12/2024 et connaît une hausse à cause de l'AMR issu de la VGC 2021-2022.
- Le poste "Pénalités et amendes fiscales" est constitué des pénalités issues de la VGC 2021-2022.

NOTE 26
AUTRES CHARGES

Libellés	2024	2023	Variation en %
Pertes sur créances clients	1 327 295 640	5 806 295 267	-77%
Pertes sur autres débiteurs			
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun			
Valeur comptable des cessions courantes d'immobilisations			
Indemnités de fonction et autres rémunérations d'administrateurs			
Dons et mécénat	4 592 048	49 278 400	-91%
Autres charges diverses		163 863 895	-100%
Charges pour provisions pour risques à court terme d'exploitation (voir note 28)	830 250 136		
TOTAL	2 162 137 824	6 019 437 562	-64%

Commentaire :

La variation observée sur les pertes sur ceances resulte du taux défavorable du Dollar lors du denouement des operations en devises.

Le poste "Pertes sur créances clients" connait une baisse à cause de l'apurement des opérations en devises.

Les "Charges pour provisions pour risques à CT" sont constituées des provisions relatives à l'écart de conversion

NOTE 27A
CHARGES DE PERSONNEL

Libellés	2024	2023	Variation en %
Rémunérations directes versées au personnel	4 120 321 690	3 838 671 179	7%
Indemnités forfaitaire versés au personnel	2 053 947 421	2 034 942 822	1%
Charges sociales	728 912 614	902 372 260	-19%
Rémunérations et charges sociales de l'exploitant individuel			
Rémunération transférée de personnel extérieur	944 021 719	1 003 629 539	-6%
Autres charges sociales	1 022 656 528	976 398 360	5%
TOTAL	8 869 859 972	8 756 014 160	1%

Commentaire
Les charges de personnel restent stables

NOTE 27B															
EFFECTIFS, MASSE SALARIALE ET PERSONNEL EXTERIEUR															
EFFECTIF ET MASSE SALARIALE / QUALIFICATIONS		EFFECTIFS						MASSE SALARIALE							
		Nationaux		Autres Etats de l'OHADA		Hors OHADA		TOTAL	Nationaux		Autres Etats de l'OHADA		Hors OHADA		TOTAL
		M	F	M	F	M	F		M	F	M	F	M	F	
YA	1. Cadres supérieurs	19	4					23	1 451 586 638	280 904 888					1 732 491 526
YB	2. Techniciens supérieurs et cadres moyens	62	9					71	869 126 929	149 814 074					1 018 941 003
YC	3. Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	79	11					90	872 774 286	92 107 753					964 882 039
YD	4. Employés, manoeuvre, ouvriers et apprentis	299	3					302	1 764 104 255	17 793 352					1 781 897 607
YE	TOTAL (1)	459	27					486	4 957 592 108	540 620 067					5 498 212 175
YF	Permanents														
YG	Saisonniers														

2. personnel extérieur								Facturation à l'entité		
YH	1. Cadres supérieurs						0			
YI	2. Techniciens supérieurs et cadres moyens						0			
YJ	3. Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés						0			
YK	4. Employés, manoeuvres, ouvriers et apprentis	252	6				258	944 021 719		
YL	TOTAL (2)	252	6	0	0	0	258	944 021 719	0	
YM	Permanents									
YN	Saisonniers									
YO	TOTAL (1+2)	711	33	0	0	0	744	5 901 613 827	540 620 067	

NOTE 28

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

Situation et mouvements Natures	A	B			C			D=A+B-C
	PROVISIONS A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS : DOTATIONS			DIMINUTIONS : REPRISES			PROVISIONS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
		D'EXPLOITATION	FINANCIERES	HORS ACTIVITES ORDINAIRES	D'EXPLOITATION	FINANCIERES	HORS ACTIVITES ORDINAIRES	
1. Provisions réglementées								0
2. Provisions financières pour risques et charges	6 620 621 675	3 519 463 447			3 482 587 307			6 657 497 815
3. Dépréciation des immobilisations	232 670 003							232 670 003
TOTAL : DOTATIONS	6 853 291 678	3 519 463 447	0	0	3 482 587 307	0	0	6 890 167 818
4. Dépréciations des stocks	3 815 930							3 815 930
5. Dépréciations actif circulant HAO	0							0
6. Dépréciations fournisseurs	0							0
7. Dépréciations clients	250 000 000							250 000 000
8. Dépréciations fournisseurs	0							0
7. Dépréciations autres créances	786 951 759							786 951 759
8. Dépréciations titres de placement	0							0
9. Dépréciations valeurs à encaisser	0							0
10. Dépréciations disponibilité	0							0
11. Dépréciations et provisions pour risques à court termes exploitation	163 863 895	830 250 136			163 863 895			830 250 136
12. Dépréciations et provisions pour risques à court termes à caractère financier								
TOTAL : CHARGES POUR DEPRECIATIONS ET PROVISIONS A COURT TERME	1 204 631 584	830 250 136	0	0	163 863 895	0	0	1 871 017 825
TOTAL PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	8 057 923 262	4 349 713 583	0	0	3 646 451 202	0	0	8 761 185 643

Commentaire :

-Les provisions pour risques et charges concernent d'une part la provision pour Indemnités fin de carrière pour FCFA 3 278 millions et litiges avec les tiers pour FCFA 69 millions, et d'autre part la provision pour dementelement du site 3 311 milliards .

-La provision pour immobilisation concerne la dépréciation des avances faites aux anciennes filiales (Madubo 200 millions) et dépréciation des titres SCIS pour FCFA 32,67 millions

- La provision pour risque à court terme se rapporte aux provisions sur les comptes courants (FCFA 689 millions) et provisions sur créances EDC (FCFA 250 millions), risques sur débiteurs divers 76 millions et la provision sur la perte relative à

NOTE 29
CHARGES ET REVENUS FINANCIERS

Libellés	2024	2023	Variation en %
Interet des emprunts	3 578 026 691	2 654 532 045	35%
Interets dans loyers de location acquisition			
Escomptes accordés			
Autres interets	231 930 595	41 696 330	456%
Escomptes des effets de commerce			
Perte de change			#DIV/o!
Pertes sur cessions de titres de placement			
Malis provenant d'attribution gratuite d'actions au personnel salarié et aux dirigeants			
Pertes sur risques financiers			
Charges pour dépréciation et provisions à court terme à caractères financier(voir note 28)			
SOUS TOTAL : FRAIS FINANCIERS	3 809 957 286	2 696 228 375	41%
Interêts de prêts et créances diverses			
Revenus de participations	4 125 000	62 323 929	-93%
Escomptes obtenus			
Revenus de placement			
Gains de change			#DIV/o!
Gains sur cessions de titres de placement			
Gains risques financiers			
Reprises de charges pour dépréciation et provision à court terme à caractères financier (voir note 28)			
SOUS TOTAL : REVENUS FINANCIER	4 125 000	62 323 929	-93%
TOTAL	-3 805 832 286	-2 633 904 446	44%

Commentaires

La variation à la hausse du poste "intérêts sur emprunts" se rapporte aux intérêts des emprunts antérieurs et nouveaux et des agios bancaires concernant les lignes de découvert et de financement.

Le poste "Autres intérêts" essentiellement aux frais financiers sont relatifs au protocole d'accord avec ENEO (444 millions) et des provisions pour intérêts sur avances clients SOREPCO et CMIC (300 millions).

NOTE 30
AUTRES CHARGES ET PRODUITS HAO

Libellés	2024	2023	Variation en %
Charges HAO constatées (1) à détailler	21 824 791	427 593 572	-95%
(1) ...VNC CESSION IMMO.....	21 824 791	427 593 572	-95%
(1)			
Pertes sur créances HAO			
Dons et libéralités accordés			
Abandons de créances consentis			
Charges provisionnées HAO			
Dotations hors activités ordinaires			
Participation des travailleurs			
subventions d'équilibre			
SOUS TOTAL : CHARGES HAO	21 824 791	427 593 572	-95%
Produits HAO constatés (1) à détailler	288 753 453	196 069 000	47%
(1) ...Prix cession Immobilisations.....	115 120 453	0	
(1) produits des loyers.....	173 633 000	196 069 000	-11%
Dons et libéralités obtenus			
Abandons de créances obtenus			
Transfert de charges HAO			
Reprise des charges pour dépréciations et provisions à court terme HAO			
Reprises hors activités ordinaire			
SOUS TOTAL : AUTRES PRODUITS HAO	288 753 453	196 069 000	47%
TOTAL	266 928 662	-231 524 572	-215%

Commentaires

- Les charges HAO correspondent à la VNC des sorties d'immobilisations corporelles (cuves)
- Les produits HAO correspondent aux loyers de maisons et locations d'immeubles non résidentiels
- Le prix de cession d'immobilisations correspond à la vente des micro-cuves

NOTE 31
REPARTITION DU RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DES CINQ DERNIERS EXERCICES

EXERCICES CONCERNES (1)	2024	2023	2022	2021	2020	2019
NATURE DES INDICATIONS						
EXERCICES CONCERNES (1) / NATURES DES INDICATIONS						
STRUCTURE DU CAPITAL A LA CLOTURE DE L'EXERCICE (2)						
Capital social	21 266 200 422	21 266 200 422	21 266 200 422	21 266 200 422	21 266 200 422	21 266 200 422
Actions ordinaires	841958					
Actions à dividendes prioritaires (A.D.P) sans droit de vote						
Actions nouvelles à émettre						
- Par conversion d'obligations						
- Par exercice de droits de souscription						
OPERATIONS ET RESULTAT DE L'EXERCICE(3)						
Chiffre d'affaires hors taxes	94 429 548 570	105 312 761 683	121 075 211 859	91 921 556 014	80 048 227 257	87 786 623 271
Résultat des activités ordinaires (RAO) hors dotations et reprises (exploitation et financières)	-13 200 395 154				-12 714 829 597	-20 904 644 358
Participation des travailleurs aux bénéfices						
Impôts sur le résultat	2 111 136 046	2 353 096 221	2 646 647 325	2 015 155 612	1 765 365 661	2 594 304 539
Résultat net(4)	-23 795 484 509	-23 672 547 980	-7 961 077 884	447 995 529	-14 293 693 540	-23 218 143 758
RESULTAT PAR ACTION						
Résultat distribué(5)						
Dividende attribués à chaque action						
PERSONNEL ET POLITIQUE SALARIALE						
Effectif moyen des travailleurs au cours de l'exercice (6)	486	474	474	480	488	464
Effectif moyen de personnel extérieur	258	280	280	255	255	290
Masse salariale distribuée au cours de l'exercice (7)	6 174 269 111	5 873 614 001	5 579 923 203	5 320 164 756	5 259 748 701	4 882 123 332
Avantages sociaux versés au cours de l'exercice (8) sécurité sociale, œuvre sociales)	1 751 569 142	1 878 770 620	1 883 295 877	1 735 396 859	1 982 800 051	2 161 749 906
Personnel extérieur facturé à l'entité (9)	944 021 719	1 003 629 539	1 047 125 845	1 026 226 086	1 087 692 736	1 131 559 620
(1) Y compris l'exercice dont les états financiers sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale			(6) Personnel propre			
(2) Indication, en cas de libération partielle du capital, du montant du capital non appelé			(7) Total des comptes 661, 662, 663			
(3) Les éléments de cette rubrique sont ceux figurant au compte de résultat			(8) Total des comptes 664, 668			
(4) Le résultat, lorsqu'il est négatif, doit être mis entre parenthèses			(9) Compte 667			
(5) L'exercice N correspond aux dividendes proposées du dernier exercice						

NOTE 34:
FICHE DE SYNTHESE DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

NATURE DES INDICATIONS	2024	2023	Variation en %
ANALYSE DE L'ACTIVITE			
SOLDE INTERMEDIAIRES DE GESTION			
CHIFFRE D'AFFAIRES	94 429 548 570	105 312 761 683	-10%
MARGE COMMERCIALE			
VALEUR AJOUTE	-524 702 896	-231 777 242	126%
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	-9 394 562 868	-8 987 791 402	5%
RESULTAT D'EXPLOITATION	-18 145 444 839	-18 454 022 741	-2%
RESULTAT FINANCIER	-3 805 832 286	-2 633 904 446	44%
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	-21 951 277 125	-21 087 927 187	4%
RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES	266 928 662	-231 524 572	-215%
RESULTAT NET	-23 795 484 509	-23 672 547 980	1%
DETERMINATION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	17 079 172 709	30 013 266 113	-43%
EBE	-9 394 562 868	-8 987 791 402	
+valeurs comptables des cessions courantes d'immobilisation(compte 654)			
- Produits des cessions courantes d'immobilisation (compte 754)			
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT D'EXPLOITATION	-9 394 562 868	-8 987 791 402	
+ Revenus financiers	4 125 000	62 323 929	
+ Gains de change			
+ Transfert de charges financières			
+ Produits HAO	288 753 453	196 069 000	
+ Transfert de charges HAO			
- Frais financiers	-3 809 957 286	-2 696 228 375	
- Pertes de change			
- Participation			
- Impôt sur les résultats	-2 111 136 046	-2 353 096 221	
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBAL	-15 022 777 747	-13 778 723 069	9%
- Distribution de dividendes opérés durant l'exercice			
AUTOFINANCEMENT	-15 022 777 747	-13 778 723 069	
ANALYSE DE LA RENTABILITE			
Rentabilité économique=résultat d'exploitation (a) capitaux propres + dettes financières	-0,67	-0,36	
Rentabilité financière=résultat capitaux propres	0,46	0,83	
ANALYSE DE LA STRUCTURE FINANCIERE			
Capitaux propres et ressources assimilées	-52 156 598 417	-28 361 113 908	84%
+ Dettes financières et autres ressources assimilées (b)	79 072 927 091	80 111 077 142	-1%
= Ressources stables	26 916 328 674	51 749 963 234	-48%
- Actifs immobilisés (b)	-70 053 965 050	72 663 520 936	-196%
FONDS DE ROULEMENT (1)	-43 137 636 376	-20 913 557 702	106%
Actif circulant d'exploitation (b)	54 012 091 062	63 235 593 171	-15%
- Passif circulant d'exploitation (b)	-81 479 897 906	45 899 692 821	-278%
= BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (2)	-27 467 806 844	17 335 900 350	-258%
Actif circulant HAO(b)			
- Passif circulant HAO(b)	-500 681 269	-128 800 321	289%
= BESOIN DE FINANCEMENT HAO (3)	-500 681 269	-128 800 321	289%
BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4) = (2) + (3)	-27 968 488 113	17 207 100 029	-263%
TRESORERIE NETTE (5) = (1) - (4)			
TRESORERIE NETTE (5) = (1) - (4)	-15 169 148 263	-38 120 657 731	
CONTROLE TRESORERIE NETTE+(TRESORERIE-ACTIF)-(TRESORERIE-PASSIF)	-15 169 148 263	-38 120 657 731	-60%
ANALYSE DE LA VARIATION DE LA TRESORERIE			
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	29 306 028 424	-30 200 138 164	-197%
- Flux de trésorerie des activités d'investissement	-6 011 154 283	-5 461 717 289	10%
+ Flux de trésorerie des activités de financement	-1 075 026 191	11 762 819 271	-109%
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE DE LA PERIODE	22 219 847 950	-23 899 036 182	
ANALYSE DE LA VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIERE NET			
Endettement financier brut (Dettes financières + Trésorerie-Passif)	94 149 027 858	121 456 320 677	-22%
- Trésorerie-actif	-5 797 725 228	3 189 522 232	82%
= ENDETTEMENT FINANCIER NET	88 351 302 630	118 266 798 445	-25%

4. RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Actionnaires de la
Société ALUCAM S.A.
Rue Alfred Saker
Boîte Postale 1090
Douala – Cameroun

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle de conventions, mais de vous communiquer sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 440 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2024

Aucune

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET QUI ONT POURSUIVI LEURS EFFETS AU COURS DE L'EXERCICE

2.1. AVEC LA SOCIETE ALUBASSA S.A.

Votre société avait conclu, en date du 10 mars 1989, des contrats d'assistance et de conseil de gestion avec sa filiale ALUBASSA S.A.

Ces contrats prévoient :

- d'une part l'assistance d'ALUCAM S.A. dans la gestion de leurs installations ;
- d'autre part, la refacturation de sa quote-part des frais de fonctionnement de la Direction Générale commune aux filiales de seconde transformation.

L'Administrateur concernée par cette convention est la société ALUCAM S.A.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, ALUCAM S.A. a comptabilisé un montant hors taxes de FCFA 14,5 millions au titre de son assistance, calculés en général à raison de 0,5 % du chiffre d'affaires hors taxe de la période considérée.

2.2. AVEC LA SOCIETE AES SONEL

Aux termes de l'avenant N° 1 au contrat, votre société s'approvisionne en énergie électrique auprès d'AES SONEL (devenue ENEO) moyennant l'application de tarifs contractuels.

L'Administrateur concerné est l'ETAT du Cameroun.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, le coût global s'élève à un montant total hors taxes de FCFA 14 408 millions.

2.3. AVEC L'ETAT DU CAMEROUN

Votre société avait conclu, en date du 13 février 2020, une convention selon laquelle l'ETAT du Cameroun verse à ALUCAM sur la base d'un plan de financement arrêté d'accord partie, la somme de FCFA 7 milliards de FCFA au titre d'avance en compte courant actionnaire pour une durée de 6 ans, avec un différé de 3 ans. Le taux d'intérêt annuel HT est de 1,5%.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les charges comptabilisées au titre de cette avance s'élèvent à FCFA 105 millions.

2.4. AVEC L'ETAT DU CAMEROUN ET LA SOCIETE ENEO CAMEROUN

Votre société a conclu, en date du 01 février 2022, une convention selon laquelle l'ETAT du Cameroun se subroge à elle dans cadre du règlement d'une partie de ses dettes envers ENEO Cameroun à hauteur de FCFA 14 milliards. Ce contrat prévoit l'inscription par ALUCAM de ce montant de FCFA 14 milliards au titre d'une avance en compte courant au profit de l'Etat. Cette avance en compte courant n'est pas génératrice d'intérêts.

2.5. AVEC L'ETAT DU CAMEROUN

Votre société avait conclu, en date du 15 avril 2021, une convention selon laquelle l'ETAT du Cameroun se subrogeait à elle dans le règlement d'une partie de ses dettes envers ENEO Cameroun à hauteur de FCFA 33 688 591 362. La convention de subrogation était entrée en vigueur le 15 avril 2021.

En date du 29 Août 2023, votre société a conclu une convention avec l'ETAT du Cameroun. Ladite convention a pour objet la transformation du montant de FCFA 33 688 591 362 payé par l'ETAT à ENEO dans le cadre de la convention de reprise par l'ETAT de la dette d'ALUCAM vis-à-vis d'ENEO, en avance en compte courant actionnaire. La durée de l'avance consentie est de 10 ans, avec un différé de 4 ans. Le taux d'intérêt annuel HT est de 0,4%.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les charges comptabilisées au titre de cette avance s'élèvent à FCFA 134,7 millions.

2.6. AVEC L'ETAT DU CAMEROUN


Votre société a conclu, en date du 28 décembre 2023, un protocole d'accord fixant les modalités de reprise et de règlement partiels de la dette validée de certaines entités publiques (KPDC, DPDC, CAMWATER, CDC, CICAM), vis-à-vis d'ENEO de FCFA 17 milliards. Le taux d'intérêt annuel s'élève à 0,4%. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les charges comptabilisées au titre de cette avance s'élèvent à FCFA 444,1 millions.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession. Ces normes requièrent la mise en œuvre des diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Douala, le 04 juillet 2025

Les Commissaires aux Comptes

VINKA AUDIT



Geoffroy Kamga
Associé

Expert-Comptable agréé CEMAC

SEACA (Cabinet Ekoka)



Benoît Ekoka
Associé

Expert-Comptable agréé CEMAC

5. RAPPORT SPECIAL SUR L'ARTICLE 432

RAPPORT SPECIAL (ARTICLE 432)

Aux Actionnaires de
ALUCAM S.A.
Rue Alfred Saker
Boîte Postale 1090
Douala – Cameroun

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 432 de l'Acte Uniforme OHADA, relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous portons à votre connaissance les rémunérations suivantes :

- Rémunérations exceptionnelles allouées aux administrateurs

Les rémunérations exceptionnelles allouées aux administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élèvent à FCFA zéro.

- Remboursement de frais de mission

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, le montant total des sommes versées aux administrateurs au titre des remboursements de frais de mission est de FCFA Zéro.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Douala, le 04 juillet 2025.

Les Commissaires aux Comptes

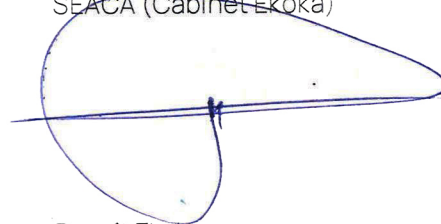
VINKA AUDIT



Geoffroy Kamga
Associé

Expert-Comptable agréé CEMAC

SEACA (Cabinet Ekoka)



Benoît Ekoka
Associé

Expert-Comptable agréé CEMAC

ALUCAM S.A.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur le registre des titres nominatifs émis par la société

Article 746

Exercice clos le 31 décembre 2024

Page 61

6. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE REGISTRE DES TITRES NOMINATIFS EMIS PAR LA SOCIETE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LE REGISTRE DES TITRES NOMINATIFS EMIS PAR LA SOCIETE
au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Actionnaires de
ALUCAM S.A.
Rue Alfred Saker
Boîte Postale 1090
Douala – Cameroun

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en application de l'article 746-2 de l'Acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons établi le présent rapport sur l'existence et la tenue conforme des registres de titres nominatifs émis par la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Il appartient à votre société, ou toute personne habilitée par elle, d'établir des registres de titres nominatifs émis par elle conformément à l'article 746-1 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Il appartient également au dirigeant de votre société d'attester de la tenue conforme desdits registres par une déclaration jointe au présent rapport.

Il nous appartient, sur la base de cette déclaration, de constater l'existence des registres de titres nominatifs et de donner un avis sur leur tenue conforme.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à :

- constater l'existence du registre à jour de titres nominatifs émis par votre société au 31 décembre 2024 ;
- vérifier leur tenue conforme au regard des dispositions de l'article 741-1 précité.

Sur la base des travaux effectués, et de la déclaration établie par votre société et jointe au présent rapport, nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- L'existence du registre de titres nominatifs émis par votre société ;
- La tenue conforme dudit registre au regard des dispositions de l'article 746-2 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE.

ALUCAM S.A.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur le registre des titres nominatifs émis par la société

Article 746

Exercice clos le 31 décembre 2024

Page 63

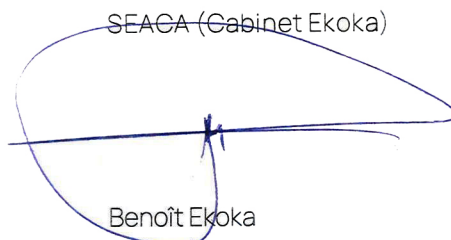
Douala, le 04 juillet 2025.

Les Commissaires aux Comptes

VINKA AUDIT


Geoffroy Kamga
Associé

Expert-Comptable agréé CEMAC

SEACA (Cabinet Ekoka)


Benoît Ekoka
Associé

Expert-Comptable agréé CEMAC